



COMMUNIQUÉ- POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

«Les rendez-vous de la solidarité»: Des organismes communautaires et syndicaux de l'Outaouais proposent plutôt une «véritable» consultation au sujet de la lutte à la pauvreté.

Gatineau, le 19 octobre 2009- Aujourd'hui, le Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale a convié une trentaine d'acteurs régionaux à participer à une consultation régionale en vue de l'adoption du deuxième plan d'action gouvernemental en matière de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale. Quelques représentants d'organismes communautaires et syndicaux invités à participer à cette consultation se veulent solidaires avec le Collectif régional de l'Outaouais pour un Québec sans pauvreté (CRO) en dénonçant tant la forme que le fond de ce «Rendez-vous de la solidarité». Par ailleurs, c'est aujourd'hui que le CRO procède au lancement d'une consultation parallèle qui s'adressera aux citoyens et citoyennes de la région, s'adressant à ce que le Collectif considère être les «vrais» enjeux de la lutte à la pauvreté.

En introduction au cahier de consultation préparé pour l'occasion, les Ministres Bolduc et Thériault affirment leur *«réelle volonté d'agir pour (...) faire du Québec l'une des sociétés où l'on trouve le moins de personnes en situation de pauvreté»*. Pourtant, selon les représentants d'organismes en question, la nécessité d'une meilleure redistribution de la richesse et d'une diminution de l'écart de revenus réels entre riches et pauvres n'apparaît pas dans le cahier, alors qu'il s'agit là d'un aspect fondamental à considérer en matière de lutte à la pauvreté. En fait, plusieurs critiques seraient émises à l'égard de l'absence de la reconnaissance du rôle de l'État en matière de respect des droits socioéconomiques.

Selon le porte-parole du CRO, François Marchand, l'omission de la notion des droits socioéconomiques dans le cahier de consultation, ainsi que de la question du revenu des personnes en situation de pauvreté est un refus du gouvernement de reconnaître sa responsabilité : *«La nécessité d'une meilleure redistribution de la richesse et d'une diminution de l'écart de revenus réels entre riches et pauvres n'apparaît pas dans le cahier de consultation.*

Pourtant, notre gouvernement dispose déjà des outils de partage de richesse. Ce ne sont pas seulement nos organisations qui l'affirment, mais l'Organisation des Nations-Unies qui, à plusieurs reprises, a fait des remontrances au Canada et aux provinces, dont le Québec, quant à leur non-respect du droit à un niveau de vie suffisant», affirme t-il.

De plus, les représentants d'organismes communautaires invités à participer à la consultation croient que le contenu du prochain plan d'action en matière de lutte à la pauvreté vise plutôt à renforcer l'Approche territoriale intégrée (ATI). L'ATI est un nouveau mode de gouvernance qui délègue certains pouvoirs de Québec vers les pouvoirs municipaux, locaux et privés. Or, le Collectif et ses membres affirment que les causes de la pauvreté étant structurelles, il est irréaliste de vouloir s'attaquer à celles-ci avec une approche localisée, en plus de risquer d'augmenter la pression sur les organismes communautaires déjà essoufflés.

Enfin, tout en critiquant le caractère hermétique des consultations, qui ne s'adresse qu'à une trentaine d'élites locales et qui exclue les personnes en situation de pauvreté, le CRO procédera aujourd'hui au lancement, à l'endroit même où se déroule la consultation du Ministère, d'une «véritable» consultation citoyenne. Cette consultation parallèle sera menée par le milieu communautaire et syndical d'ici décembre 2009. L'objectif étant de recueillir des pistes de solutions pour que le gouvernement puisse procéder à une lutte à la pauvreté basée sur l'accès aux droits socioéconomiques, tout en passant par des lois et des politiques qui assureront à chaque citoyen de vivre dans la dignité et l'épanouissement.

-30-

Le Collectif régional de l'Outaouais pour un Québec sans pauvreté (CRO) est une coalition d'organismes communautaires, syndicaux et ecclésiastiques de l'Outaouais qui luttent pour l'élimination de la pauvreté.

Information :

Meghan Lewis, directrice générale TROCAO : (819) 635-2442

Jenny Villeneuve, coordonnatrice CRIO : (819) 712-2746

François Marchand, porte-parole du CRO : (819) 770-3809